

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1: L'édito p.2: International : Allemagne p.3 à 6 : Place au débat : Convergences pour la Sécu p. 6 : Avez-vous remarqué ? / Les bras m'en tombent p. 7 : Brèves sociales p. 8 : Coup de gueule : Elections aux chambres d'agriculture

EDITO

Ainsi malgré quatre motions de censure faisant suite à autant de « 49-3 » sur le budget et la loi de financement de la sécurité sociale, adoptés sans vote, François Bayrou est toujours en place. Poussé par ses électeurs, le Parti Socialiste a jugé qu'un mauvais budget était préférable à pas de budget du tout. Surtout sa hantise est qu'en cas de démission forcée ou non du Premier ministre, une cascade de censures conduise Emmanuel Macron à démissionner. Nul doute en effet qu'une démission précoce du Président serait une bonne nouvelle pour Marine Le Pen.

Pour autant rien ne dit que le successeur de Michel Barnier verra son bail tenir jusqu'à 2027 ou une nouvelle dissolution de l'Assemblée Nationale.

D'autant que la coalition qui le soutient est fragile et que le gouvernement lui-même est loin d'être soudé. Cela dans un contexte où la défiance vis-à-vis des responsables politiques n'a jamais été aussi forte. A juste titre, les Français constatent que leurs votes, celui de juin 2024 comme les précédents, de même que leurs mobilisations sont systématiquement ignorés par les Exécutifs qui se succèdent. En outre, voir un ancien Président de la République avec un bracelet électronique et des ministres ou anciens ministres mis en examen à tour de pelle ne donnent pas une image vertueuse du personnel politique. Dans le même temps, les plans de licenciement redoublent, la violence quotidienne s'affiche à longueur de temps sur nos écrans de télévision, le pouvoir d'achat stagne ou régresse malgré

les chiffres affichés de l'inflation. Nos compatriotes ont envie d'un gouvernement qui s'occupe concrètement de leurs problèmes et pas seulement de communication même si l'activisme apparent des ministres de la justice et de l'intérieur semble répondre à leur demande de sécurité.

Cette réalité – besoin de sécurité et colère face à l'incapacité des gouvernements à répondre à l'urgence sociale - est largement partagée en Europe comme aux Etats-Unis et explique pour une large part l'attrait pour un nationalisme étriqué et xénophobe. La technique du bouc émissaire – les migrants en l'occurrence – n'est pas nouvelle.

Face à cette situation, il serait temps que la gauche française et européenne abandonne le social-libéralisme et renoue avec les idées progressistes en matière sociale qui ont fait leur force au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Sans compter qu'en matière intérieure les décisions de Trump font peser sur les États-Unis des menaces tant sociales que sanitaires, son arrivée au pouvoir expose au grand jour la soumission de l'UE au mondialisme et son inexistence politique acceptée par ses thuriféraires malgré leurs effets de manche. L'occasion de retrouver le sens de la souveraineté nationale ? Il ne faut cependant pas désespérer. Même si cela prendra du temps pour le faire aboutir, le combat pour la république sociale cher à Jaurès reste d'actualité.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL

Élections le 23 février en Allemagne

par Mathias WEIDENBERG

Allemagne : je viens de parler cette semaine à des dizaines de personnes issues des classes bourgeoises heureuses de la globalisation à Berlin et Munich.

Il y a un choc profond au vu de l'alliance de la droite CDU-CSU, du FDP et de l'extrême droite, à deux reprises (mercredi et vendredi) pour voter des textes sur l'immigration au Bundestag.

Le deuxième texte a été repoussé au Bundestag suite à des dissidences au sein des groupes CDU et FDP. De nombreux dirigeants anciens de la CDU dont Angela Merkel ou l'ancien président du consistoire juif d'Allemagne, ont critiqué le candidat à la chancellerie Merz, dans le deuxième cas jusqu'à démissionner du parti. Des milliers de manifestants se sont rassemblés spontanément devant les sièges de la CDU avec des bougies pour rappeler la lutte contre la répétition de Weimar.

C'est la rupture du mur républicain, mais c'est aussi, d'après la chef éditorialiste de la première chaîne publique, « le début de la fin de la loi fondamentale, petit à petit », et qui a pour la première fois fait le parallèle avec la fin de la république allemande de Weimar.

Cependant, les gens avec qui j'ai parlé rejettent massivement la personnalité du chancelier SPD Scholz. Ils sont tous en mode „on est dégoûté, on ne sait pas pour qui voter”.

D'habitude, leurs votes tournent entre FDP et Verts, et à Berlin le SPD, à Munich la CSU. Le FDP s'est disqualifié en intriguant pendant trois mois contre le gouvernement auquel il participait. Il a aussi voté avec l'AfD. Scholz est trop impopulaire pour un rebond durable du SPD. Il reste les Verts, mais beaucoup reprochent aux verts leurs sectarisme idéologique sur l'énergie, notamment sur le nucléaire.

Les premiers sondages prenant en compte ce qui s'est passé cette semaine voient la droite baisser, l'AfD se consolider, et soit le SPD soit les verts progresser un peu.

En septembre, le SPD avait proposé à la CDU de faire une loi ensemble sur l'immigration. Alors qu'un consensus semblait possible, Merz avait fait capoter l'affaire sans qu'on comprenne trop pourquoi.

Merz, ancien dirigeant du fond d'investissement Black Rock, veut conduire une réforme néolibérale à marche forcée de l'Allemagne.

Merkel n'a en effet, entre 2005 et 2021, conduit que très peu de réformes, se contentant de continuer les réformes engagées par Schröder (SPD) entre 2002 et 2005 et dont Scholz était l'un des garde chiourmes.

Il est probable que Merz a compris ne pas pouvoir mener de grandes réformes structurelles avec une coalition avec le SPD ou les verts, et veut créer une situation où il pourra gouverner soit minoritaire, soit avec l'AfD.

Ci joint, le tableau des sondages au 31 janvier 2025.

Institut	Allensbach	Verian (Emnid)	Forsa	Forsch'gr. Wahlen	GMS	Infratest dimap	INSA	Yougov	Bundestagswahl
Veröffentl.	23.01.2025	31.01.2025	28.01.2025	30.01.2025	03.01.2025	30.01.2025	30.01.2025	29.01.2025	26.09.2021
CDU/CSU	34 %	30 %	30 %	29 %	33 %	30 %	29 %	29 %	24,1 %
SPD	17 %	15 %	16 %	15 %	16 %	15 %	17 %	15 %	25,7 %
GRÜNE	13,5 %	14 %	14 %	14 %	13 %	15 %	13 %	13 %	14,8 %
FDP	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	3 %	11,5 %
DIE LINKE	–	4 %	4 %	5 %	3 %	5 %	4 %	5 %	4,9 %
AfD	20 %	20 %	20 %	21 %	18 %	20 %	22 %	23 %	10,3 %
FW	–	–	–	–	2 %	–	–	–	2,4 %
BSW	5 %	5 %	3 %	4 %	4 %	4 %	6 %	6 %	–
Sonstige	6,5 %	8 %	9 %	8 %	7 %	7 %	5 %	5 %	6,3 %
Erhebung	F • 1.015 07.01.–19.01.	T • 1.461 22.01.–28.01.	T • 2.504 21.01.–27.01.	TSM • 1.428 27.01.–29.01.	TOM • 1.010 27.12.–02.01.	TOM • 1.336 27.01.–29.01.	O • 1.001 30.01.–30.01.	O • 1.781 24.01.–27.01.	

Für ältere Daten und weitere Details auf den Namen des jeweiligen Instituts klicken. Die zuletzt hier eingetragenen Umfragen sind farblich hervorgehoben.

T: Telefon – telefonische Befragung von zufällig ausgewählten Personen

O: Online-Panel – internetbasierte Befragung von nach Quotenvorgaben ausgewählten Mitgliedern eines Befragten-Pools

F: Face to face – persönlich-mündliche Befragung von nach Quotenvorgaben ausgewählten Personen

TOM: T-O-Mix – Befragung per Telefon und per Online-Panel

TSM: T-SMS-Mix – telefonische und SMS-basierte Online-Befragung von zufällig ausgewählten Personen

PLACE AU DÉBAT

CONVERGEONS POUR LA SÉCU

Intervention à la journée de Convergence sur le financement de la Sécurité sociale, retraites, autonomie,...

Mairie de Montreuil le 1^{er} février

par Jean-Claude CHAILLEY

2 remarques préalables :

A/ Bayrou a réussi à battre un record d'anti démocratie.

Michel Barnier a déposé un PLF, un PLFSS qui ont été mis à disposition de la population sur Internet, puis discuté. Minoritaire il a lui aussi activé le 49-3. Il a été censuré.

Rien de tel pour le PLF et PLFSS de Bayrou. Le texte de la CMP est resté introuvable. Il y a eu deux 49-3 (en un après-midi, bravo Bayrou), sans que nous, les « rien » comme dit Macron, puissions trouver le moindre texte officiel. La démocratie est bien malade.

B/ Les 2 budgets, PLF et PLFSS sont adoptés chaque année. Il faut faire des propositions sur les 2, d'autant qu'il y a des liens entre le financement de la Sécurité sociale et le financement de l'Etat, des services publics.

Le financement de la Sécurité sociale est lié au budget de l'Etat puisqu'il y a **2 sources importantes et de nature fondamentalement différentes**: les cotisations sociales (les « charges » en langage officiel) et les impôts et taxes.

Par exemple si on suit le MEDEF, la droite et l'extrême droite, il faudrait réduire massivement les cotisations sociales « patronales » et compenser par davantage de TVA « sociale » dans le financement de la Sécurité sociale. C'est autant de TVA qui manquerait pour financer l'Etat, la fonction publique, le point d'indice,.... Les 2 budgets seraient affectés simultanément, et non un seul.

La TTF, la taxation des revenus financiers, ...peuvent financer l'Etat, les services publics, qui manquent de ressources financières, de personnel correctement rémunéré,...

Les retraites des fonctionnaires dépendent du budget de l'Etat et non de la Sécu. M Bayrou tente de les transférer à la Sécu pour augmenter son « déficit » de 35 ou 40 Md.

Il y a donc nécessité d'approfondir le débat qui s'est instauré à l'initiative de Convergence, débat au fond puisqu'il y a débat depuis longtemps, débat dans le respect de chacun.e, c'est cela la démocratie. Si la gauche revient au pouvoir, elle devra voter les 2 budgets PLF et PLFSS, concentrés de la politique à mener. Il lui faut un mandat déterminé démocratiquement.

3 Points sont développés ci-dessous :

1 Comment la Sécurité sociale s'est développée?

2 Quels sont les enjeux aujourd'hui ?

3 Quelles pistes à débattre ?

1 Comment la Sécurité sociale s'est développée?

- **1944 Programme du Conseil National de la Résistance., nationalisations, planification, Sécurité sociale, reconstruction de la France.**
- **1945 : ordonnances des 4 et 19 octobre 1945 fondant la Sécurité sociale :**
« Trouvant sa justification dans un souci élémentaire de justice sociale... garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature...la menace de la misère...»
«Chacun cotise selon ses besoins et reçoit selon ses besoins »
- **1946 : la Sécurité sociale est rendue universelle par la loi Croizat du 22 mai 1946.**

- **L'industrie et les services se développent, les salaires augmentent – avec l'appui des mobilisations -.**
- **Les cotisations sociales qui financent quasi intégralement la Sécurité sociale augmentent.**

Elles augmentent, non seulement en lien avec les salaires et l'emploi, mais le **TAUX de cotisation augmente énormément** : Croizat double la cotisation sociale salariale et patronale de 16 à 32 % du salaire brut, triple le montant des allocations familiales et ça va se poursuivre dans les années 1970 avec l'augmentation du taux de cotisation vieillesse.

- **1983 : « Parenthèse de la rigueur ». Baisse des salaires bruts d'environ 8 points dans la valeur ajoutée entre 1981 (pic) et 1989 (environ 120 milliards de salaires actuellement). Depuis elle est à peu près stable.**
- **1983 : Fin des élections des administrateurs des caisses de Sécurité sociale.**
- **1991 : on amorce le transfert de la baisse des cotisations, du salaire socialisé, sur la fiscalisation par l'instauration de la CSG, à taux faible au départ mais qui est maintenant majeure (CSG : 128 Md en 2024 cf Cour des comptes).**

La menace d'une nouvelle augmentation de la CSG est forte de la part de la droite et de l'extrême droite : contrairement aux mensonges ministériels, elle est payée à environ 90 % par les salarié.es et retraité.es, retraité.es particulièrement dans le collimateur. Mais ça peut être aussi la TVA dite « sociale » ou non.

- **1996 : ordonnances Juppé, dont les lois de financement de la Sécurité sociale** : puisque l'Etat finance de façon croissante la Sécurité sociale, c'est au Parlement de voter les lois de financement de la Sécurité sociale.
- **Conséquence : les services publics ET la Sécu manquent de financement.**

2 Quels enjeux aujourd'hui ? On n'est ni 1945, ni en 1983, ni en 1991.

- Rappel : contrairement à ce que disent le MEDEF et ses supporters, **le travail est seul créateur de richesses** (c'est pourquoi les salarié.es font grève). **Le salaire, cf. la feuille de paie, inclut les cotisations sociales. D'où l'enjeu fondamental de l'emploi et des salaires, les 2 étant trop bas en France, avec notamment les délocalisations, la désindustrialisation.**
 - **L'INSEE donne des éléments factuels, souvent rappelés par des dirigeants syndicaux comme Sophie Binet : plus de 70 % des délocalisations sont en Europe.**
 - ▶ **SMIC en Roumanie : le 1/3 de la France**
 - ▶ **7 ou 8 pays de l'UE ont un coût horaire du travail dans l'industrie du 1/3 de la France.**
- D'où le déchainement du BLOC syndicats patronaux, macronistes, LR, FN, pour se rapprocher des salaires roumains : les dirigeants de droite et d'extrême droite sont concurrents pour la présidentielle, mais unis dans leur volonté de tuer la Sécurité sociale.**

DANGER, ce sont des forces puissantes et décidées !

Pour eux il faut **rapprocher le salaire brut du salaire net**. Antoine Foucher, ex directeur de cabinet de Mme Pénicaud, est à la manœuvre.

Les politiques, dont G Attal, E Philippe, G Darmanin, M Le Pen, sont en phase avec lui, avec le MEDEF. Les médias « économiques » font campagne (BFM Business,...).

- ▶ **L'objectif : baisse de 100 milliards en 5 ans des cotisations salariales !**
- ▶ **Contrairement à leur présentation démagogique le but n'est pas d'augmenter le salaire même « net », mais :**
 - **de baisser le « cout du travail », les salaires.** Les vagues promesses n'empêchent pas que ce n'est nullement l'Etat qui fixe les salaires du privé, mais les employeurs qui préfèrent une augmentation des profits et dividendes « à 2 chiffres ». **Ça leur serait facile de laisser l'inflation grignoter une prétendue augmentation du « net » en disant qu'on ne va quand même pas augmenter les salaires 2 fois.**

En très peu d'années il ne resterait rien pour le « net ».

- **100 milliards de moins pour le financement de la Sécurité sociale, c'est la tuer.**
- **Simultanément il y a l'objectif de monter les fonds de pension à 2000 milliards.**

- **En ce moment c'est les difficiles NAO** (Négociations Annuelles Obligatoires) sur les salaires dans le privé.
- **Pour les fonctionnaires c'est le budget de l'Etat** qui définit l'évolution du point d'indice (gelé à ce jour).
- **Il y a clairement 2 points de vue opposés.**

3 Quelles pistes pour 2025 et suivantes ? Peut-on faire autrement ?

Le budget 2025 de la Sécu est d'environ 660 Milliards, dont Maladie + Autonomie = 300 Md / Retraites 300 Md.

▶ **660 Md, c'est indiscutablement un budget important. Du point de vue MEDEF, droite et extrême droite, pour revenir vers 3 % de déficit, il est incontournable de le réduire massivement, et notamment les retraites.**

▶ **Supposons que la Sécurité sociale soit privatisée.** Alors ils ne se conteraient pas d'un ONDAM à 2 ou 3 % ! Ils feraient comme Sanofi : augmentation de 11 % du chiffre d'affaires en 2024.

▶ **On ne demande pas une augmentation de 10 % du budget Sécu 2025. Mais il faut d'urgence davantage que le PLFSS Bayrou.**

De L'ARGENT IL Y EN A, IL Y EN A MÊME TROP : près de 200 Md de dividendes chaque année c'est trop (dividendes du CAC 40 + autres grandes entreprises), 200 Md d'aides aux entreprises, c'est trop, des sommes gigantesques dans la spéculation, c'est trop.

Preuve : une fois qu'ils ont délocalisé ils ne savent pas quoi faire de leur argent, ils rachètent leurs propres actions,...

C'est le coût du capital qui est très excessif.

▶ **Le problème n'est-il pas la politique dite « de l'offre » ?**

La politique de l'offre est européenne et française, dans le cadre du traité de Lisbonne. On a le recul nécessaire pour en faire le bilan.

Pour ma part, il y a recul de l'Europe, et encore davantage de la France. Les délocalisations en Roumanie n'empêchent même pas la Roumanie de se désindustrialiser ! Contrairement au passé, combien de nouveaux domaines où la France ou l'Europe sont à la pointe depuis des années ?

MM Macron et Bayrou avec le MEDEF, avec les macronistes, avec LR, avec le FN si on décrypte leur démagogie (*), veulent amplifier la politique de l'offre par au moins 110 milliards d'économies les prochaines années. Ils nous conduisent vers le précipice.

Quelles alternatives ?

▶ **Sécurité sociale : la masse salariale annuelle totale est d'environ 1500 milliards. 1 % d'augmentation sous forme de cotisation « patronale », le salaire socialisé, c'est 15 milliards.** Est-ce la fin du monde comme dit le MEDEF ? Pourtant ce sont 84 milliards et plus (exonérations + exemptions) qu'on a retiré de nos salaires....**parce que c'est leur moyen d'augmenter les profits et dividendes.**

▶ **Augmenter les salaires (augmentation du brut et du taux de cotisation « patronale »), c'est la meilleure façon de « taxer » les dividendes à la source, avant optimisation fiscale,...et on sait que ce sont ceux qui en ont besoin, les salarié.es et retraité.es, les chômeur.euses, qui en profitent.**

• **Il faut davantage de budget pour empêcher la dégradation des soins...de se poursuivre. Il en faut davantage pour satisfaire les besoins, les revendications, les plus urgents.**

• **Combien ?** Des chiffres circulent comme ceux de la FHF (Fédération Hospitalière de France) qui demande 6 % pour l'ONDAM. Les organisations de retraité.es demandent le rattrapage du pouvoir d'achat perdu, des moyens pour l'autonomie, alors que le pic de l'arrivée aux grands âges de la génération du baby-boom commence,...

• **On peut avoir des approches différentes ; débattons-en.**

(*) Le RN ose dire qu'il est contre la retraite à 64 ans. Mais lorsqu'il se fait lui aussi l'avocat du rapprochement du « brut » du « net », il annihile le financement des retraites. Ce ne serait pas 64 ans, mais 70 ou 75 ans.



SÉCURITE SOCIALE : 4 octobre 1945 – 4 octobre 2025

Convergence prépare une grande initiative :

CONVERGER POUR (RE)CONQUERIR LA SECURITE SOCIALE d'Ambroise

Croizat, cœur de ce qui reste de notre modèle social ! Construisons-là ensemble !

Dernière minute :

Trump demande que l'Europe dépense 5% de son PIB pour la défense. Macron, Ursula Von der Leyen, ... sont d'accord pour monter le budget défense à 3,5 % du PIB (plus de 100 milliards pour la France !). Dans ce cas les 3 % maxi de déficit du PIB (décrétés subitement « absurdes » par Macron), pourraient être dépassés. On pourrait aussi **augmenter la dette** par des emprunts sur les marchés financiers alors qu'on refuse des emprunts / avances pour l'hôpital public ou la transition écologique, et qu'on coupe leurs budgets.

AVEZ-VOUS REMARQUE ?

« **Usine à tomates** » en Normandie : A l'appel de la Confédération paysanne et suite à des oppositions depuis plus de 6 mois, plus de 500 personnes se sont mobilisées dans la Manche, près d'Isigny, afin de manifester contre l'installation de ce qu'ils nomment une « Usine à tomates ». La société hollandaise Agrocare souhaite créer un monopole européen de la tomate. D'où sa volonté d'étendre les serres qu'elle possède déjà à Isigny en Normandie et d'en faire passer la surface de 12 à 32 hectares (46 terrains de football). En 2024, Agrocare a fusionné avec Combivliet et, ensemble, ils atteignent déjà 500 ha de serres chauffées. Leur objectif avoué est de 1000ha. Agrocare, on connaît leurs tomates sans goût, cultivées avec de l'engrais chimique dans de la laine de roche, sans paysans mais avec des salariés venus de pays de l'est et payés au lance-pierre.

Les dirigeants de la FNSEA se sont, bien sûr, dispensés de condamner cette implantation, allant jusqu'à s'abstenir en commission. Quoi d'étonnant ? C'est le même genre d'agriculture que préconise Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA mais également du plus gros complexe agro-alimentaire français. Il faut savoir si nous voulons, comme lui, une agriculture tournée vers l'agro-énergie et l'exportation (vive le mercosur !) ou une agriculture de souveraineté alimentaire, préservant la nature et proposant des produits sains.

LES BRAS M'EN TOMBENT

Dans le Nord, on attend des excuses...

Les propos, plus que polémiques, insultants, adressés aux travailleurs sociaux lors de ses vœux par Christian Poiret, président du Conseil départemental du Nord, les appelant à quitter le Conseil départemental s'ils n'étaient pas contents, sont ahurissants. Ils sont même condamnés par son prédécesseur, lui aussi de droite mais gaulliste d'une autre classe, Jean René Lecerf. Ce dernier ne se serait jamais permis, dit-il, « d'insulter les travailleurs sociaux et particulièrement ceux de l'ASE qui font un travail difficile, avec des moyens limités et sans reconnaissance ». Il rappelle le rôle essentiel du Département dans le secteur social et s'interroge : « Le Département, c'est le chef de file du social. Or on a l'impression que le social, ça n'intéresse pas le président du Conseil départemental ».

Au-delà du jugement politique, cette anecdote est révélatrice du niveau de certains de nos élus. Il n'y a pas qu'à l'école que le niveau baisse !

Brèves sociales

Aisne : une trentaine de suppression d'emplois annoncée par NTN Transmissions. L'équipementier automobile, spécialisé dans la fabrication de roulements, fait les frais d'un marché européen en berne et de la concurrence des constructeurs chinois. Les syndicats en appellent à l'Etat pour stopper l'hémorragie.

Sophie Binet dans la ligne de mire des grands patrons et du RN : « Les rats quittent le navire ». Depuis sa réplique à Bernard Arnaut et aux autres grands patrons opposés à toute hausse de la fiscalité, la SG de la CGT est sous le feu des attaques. Le mouvement patronal « Ethic » (sans rire !) de Sophie de Menthon a annoncé le dépôt d'une plainte par l'intermédiaire de l'avocat G-W Goldnadel, pilier de CNews. Quant à Bardella il s'est emporté contre Sophie Binet : « Nos grandes entreprises sont mondialement reconnues et portent haut le drapeau tricolore. Honte à la révolutionnaire marxiste... ». La SG de la CGT qui avait dénoncé dès septembre l'actuelle vague de licenciements alors que les entreprises ont reçu 260 milliards d'aide publique, n'avait fait que constater que ces grands patrons « coulent le pays. Ils n'en ont rien à faire de la France et de l'intérêt général. » Eh bien, au moins, on a compris de quel côté est le RN : celui du patronat le plus réactionnaire.

Quelques chiffres à méditer : 70 milliards d'exonérations de cotisations sociales, 140 milliards profits au CAC 40, 260 milliards d'aides publiques aux entreprises...

Les 500 Français les plus riches détiennent 1228 milliards d'€ soit 45% du PIB contre 6,4 % en 1996. Ce sont eux qui dirigent l'économie de notre pays. Pour l'intérêt général... ou pour leurs propres intérêts ?

Saupiquet : Pendant plus d'un siècle, cette société a mis en boîte des légumes, des plats cuisinés et des poissons. Ce vendredi 20 décembre 2024, sa toute dernière usine en France ferme. Elle est à Quimper (Finistère). 155 salariés y travaillaient les maquereaux et les sardines. La production va être délocalisée en Espagne et au Maroc.

Michelin (suite !): Cette entreprise qui, en fin 2024, a licencié 1254 employés, vient d'utiliser toute sa trésorerie pour racheter des actions et verser des dividendes extravagants à ses actionnaires : 1, 4 milliard ! Si cette somme avait été utilisée comme indemnité de licenciement, les ex-salariés des usines de Vannes et de Cholet aurait touché 1,1 million par personne.

Encore un ! Le nouveau ministre des transports Tabarot, celui qui veut mettre en cause le droit de grève à la SNCF , visé par une enquête pour : Détournement de fonds publics et prise illégale d'intérêts ... Il vient renforcer la cohorte de ministres ayant affaire à la justice... à commencer par le premier d'entre eux

Bernard Arnault, PDG du numéro un mondial du luxe LVMH, a dénoncé mardi l'augmentation prévue des impôts sur les entreprises françaises, estimant qu'il s'agit d'une «*taxe sur le made in France*» qui «*pousse à la délocalisation*». «*Je reviens des USA et j'ai pu voir le vent d'optimisme qui régnait dans ce pays. Et quand on revient en France, c'est un peu la douche froide*». On savait que Bernard Arnault est un fervent supporter du trumpisme ; il était d'ailleurs présent avec ses enfants Delphine, PDG de Dior, et Alexandre, directeur général délégué de Moët-Hennessy, lors de la cérémonie d'investiture du président américain. Ce qu'on ne savait pas clairement, c'est que Macron, président minoritaire en France, partageait la même analyse ; c'est en tous cas, ce qu'il a clairement signifié, interrogé sur ce sujet lors d'un déplacement sur les questions sociales : «*on taxe déjà trop en France*». Et voilà que maintenant il demande aux patrons d'être patriotes... De quel patriotisme parle-t-il ?

A Guéret (Creuse), la fermeture de l'usine Amis entraîne la disparition de 40 emplois.

La tension monte déjà entre la direction du sous-traitant automobile et les salariés, qui envisagent une grève. "*Même si on s'attendait à cette décision, c'est toujours difficile*, témoigne David Parlon, délégué syndical FO. La fermeture ne devrait être effective que dans un mois. Le personnel reconnaît "*tourner au ralenti*" : "*Travailler dans ces conditions, c'est compliqué. On bosse moins, en mode dégradé. Il y a de la peur, à mesure que l'échéance approche.*" Face à cette situation, la direction a fait parvenir une note au personnel exigeant "*que chacun retrouve un niveau normal de production et de travail*". Le courrier menace de "*sanctions disciplinaires*" et évoque des "*licenciements sans indemnité*". La note a suscité l'indignation de nombreux salariés. Certains d'entre eux envisagent de faire grève, pour exiger une prime de production. Plusieurs se déclarent disposés à "*bloquer les pièces et les machines*", si leur hiérarchie n'accède pas à leurs demandes.

COUP DE GUEULE

En forme de « Coup de gueule »

l'analyse (que vous pouvez retrouver sur le facebook respectif des auteurs) **du vote aux chambres d'agriculture...**

par Fabien NONY

Si elle n'est pas tombée, la citadelle FNSEA vacille donc. Caractérisée par l'emprise de type quasi-mafieux qu'elle exerce sur le monde agricole, l'organisation phare de l'agro-industrie perd des plumes au profit de la coordination rurale.

Et ce n'est pas vraiment un progrès. Le grand rival du syndicat majoritaire est plus lucide et cohérent sur les ravages du libre-échange imposé par Bruxelles. Mais pour le reste... Il y a une nuance superficielle de forme entre son poujadisme violent et la mince façade de respectabilité de la FNSEA. La coordination rurale, dont l'une des figures est le séditieux notable fascisant du Lot-et-Garonne, Bousquet-Cassagne, se veut vaguement le défenseur des "petits" contre les "gros" et le système. Mais elle défend le même modèle insensé de fuite en avant hyper-productiviste. Elle affiche le même rejet haineux et fanatique de toute transition vers un modèle plus respectueux de l'environnement. Arrachage des haies, pesticides à volonté, refus catégorique et brutal de toute forme de contrôle... l'agriculture version coordination rurale ressemble comme deux gouttes d'eau à celle de la FNSEA. Et conduit de la même façon le pays tout entier droit dans le mur par les effets dévastateurs de ses choix sur notre santé et notre environnement.

par Olivier MORIN

Les paysans ont voté pour élire leurs représentants aux chambres d'agriculture.

En donnant à la Coordination Rurale les clés de plusieurs chambres et en reconduisant la Fnsea dans la majorité d'entre elles, ce n'est pas le changement vers un meilleur revenu qui nous attend.

Les « bonnets jaunes » préfèrent détourner la détresse paysanne vers l'OFB (Office français de la Biodiversité) ou la MSA plutôt que vers les sociétés agroalimentaires ou les marchands de tracteurs et d'engrais qui rackettent les paysans.

Les « vestes vertes » font miroiter toujours que les paysans vont "entreprendre" tant et plus qu'ils seront comme tous les gros patrons et continueront la fuite en avant vers le triptyque "numérique, robotique, génétique". Tout cela semble avoir fonctionné, pour que surtout, les conglomérats capitalistes continuent de s'enrichir sur le dos des paysans travailleurs, en continuant la saignée des fermes familiales.

Si la Confédération paysanne a maintenu son niveau, le MODEF n'emporte qu'une seule chambre (la Guadeloupe). Il reste du chemin à parcourir pour que les collègues paysannes et paysans considèrent comme possible de s'attaquer au partage de la valeur que nous produisons sur nos fermes. Les excès d'eau et l'accélération du dérèglement climatique de ces derniers mois montrent que ce sont nos exploitations en polyculture/poly-élevage qui s'en sortent le mieux. Les analyses scientifiques montrent que les modes d'agriculture familiales que nous exerçons sont les meilleures pour la santé (allergie, microbiote...). **Le combat continue.**

Le bulletin Résistance Sociale est une
publication de Résistance Sociale,
association loi 1901 :

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel :

webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice

de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)